

[Text]

the present departmental structure, the present direction of DREE. I am wondering what your reaction is to this, first of all, and secondly if you feel that advisory councils such as CCRD and the Atlantic Development Council are justified in operating with a vote of public funds if in fact, (a), they are being largely ignored and, (b), when they do submit advice it is being largely ignored.

• 1010

Mr. Kent: Clearly if a council either, (a), fails to submit advice or, (b), submits advice which is not good advice, then clearly it is not worth its money. Those statements are obviously true. However, if I may say so, the general suggestion that has just been made and the question that the department—I think your phrase was barricaded itself against...

Mr. McGrath: That was my phrase.

Mr. Kent: Yes. I think it is on the record clearly without basis. The department has established two advisory bodies. The Atlantic Development Council is one which has most certainly had a very close advisory relationship to the department from the moment of its creation. It deliberately decided—this was its own decision, of course—that it should first of all attempt to develop its proposals for a comprehensive strategy for the Atlantic region, but that in no way inhibited it from giving advice and making suggestions on the way, so to speak, during the early period of its life. For example, one of its very early recommendations which was made within a few months of its establishment was that greater use be made of loan guarantees within the industrial incentives program. The Minister and I discussed that recommendation with them and they were sympathetic to it and the implementation of it was reflected within a relatively short time in the amendments to the legislation which were proposed and accepted last year. That is just one example.

At a very early stage the ADC set out to organize within the Atlantic region a regional institute for management studies and for training in trade union leadership. This proposal was made informally and accepted by the Minister so that the work could proceed and it is now one of the recommendations made formally in the strategy which has been presented. As you know, that strategy was presented and immediately made public a month or so ago. The Minister at the meeting with the council then said that we would go through all the recommendations, which were very extensive, with the idea of drawing up our ideas of a sort of action program, studying the recommendations in a practical order of priority and then discuss that with the council, and we would then attempt to implement as many as we could.

• 1015

The initial staff work for the drawing up of that action program has been done and a preliminary discussion with the chairman of the council is going to be held next week, which has been the earliest possible date, from his point of view, for that action program.

Frankly, there would be no doubt at all in my mind that the \$142,000, which the Atlantic Development Council spent last year, was money from which extremely good value has been obtained, and I think there is every indica-

[Interpretation]

été suivies et qu'il avait trouvé difficile d'essayer de se reconcilier avec la structure actuelle du ministère. L'orientation actuelle du ministère de l'Expansion économique régionale. Je me demande qu'elle est votre réaction à cela, d'abord, et deuxièmement, si vous pensez qu'il est possible de justifier le fonctionnement avec des crédits publics de conseils consultatifs tels que le CCRD et l'*Atlantic Development Council*. Si, en fait, (a) dans une très large mesure on n'en tient pas compte et (d) lorsqu'ils donnent des conseils, on n'en tient pas compte dans un très large mesure.

M. Kent: Évidemment, si un conseil soit (a) ne formule pas de recommandation ou (b) donne de mauvaises recommandations, alors, évidemment, il constitue une dépense inutile. Ces assertions sont évidemment vraies. Cependant, la proposition qui vient justement d'être faite, et la question concernant le ministère, je pense que votre phrase se barricadait contre...

M. McGrath: C'est cela ma phrase.

M. Kent: Oui, je crois qu'elle a été consignée ainsi au procès-verbal. Le ministère a établi deux organismes consultatifs. L'un de ces organismes est l'*Atlantic Development Council* qui a sûrement eu dès sa création des liens étroits au chapitre de la consultation avec le ministère. Ce Conseil a lui-même décidé, c'était sa propre décision, évidemment, qu'il devrait d'abord essayer de développer ses propres recommandations en vue de l'établissement d'une stratégie globale pour la région de l'Atlantique, mais cela ne l'a nullement empêché de donner des conseils et de faire des suggestions, pour ainsi dire, au tout début de son existence. Par exemple, une de ses premières recommandations qui a été présentée quelques mois après son établissement, consistait à faire un plus grand usage des garanties d'emprunt à l'intérieur du programme des stimulants à l'industrie. Le ministre et moi-même avons discuté de cette recommandation avec les membres du Conseil et ils étaient en faveur de cette recommandation et sa mise en vigueur se reflète par l'adoption d'amendements l'année dernière. Il s'agit là d'un seul exemple.

L'*Atlantic Development Council*, dès le début, essaya d'organiser à l'intérieur de la région Atlantique un institut régional pour les études en gestion et pour la formation des chefs syndicaux. Cette proposition a été faite officiellement et acceptée par le ministre pour que puisse débiter le travail. C'est une des recommandations faites formellement et qui se trouve dans le plan d'action qu'on a présenté. Vous le savez, ce plan d'action a été présenté et rendu public immédiatement il y a un mois. Le ministre, à la réunion du Conseil, a alors dit que nous étudierions toutes les recommandations qui étaient très taillées, en vue d'établir un genre de programme d'action, en étudiant les recommandations selon un ordre de priorités. Il s'agirait ensuite de discuter ce programme avec le Conseil et ensuite essayer de le mettre en œuvre autant que possible.

Le travail initial du personnel concernant l'établissement d'un programme d'action est terminé et une discussion préliminaire avec le président du Conseil aura lieu la semaine prochaine au plus tôt, selon le point de vue du président, pour le programme d'action.

Franchement, il n'y aurait pas de doute à mon avis que les \$142,000 que l'Office d'expansion économique de la région Atlantique a dépensés l'an dernier ont donné de bons résultats et je crois qu'on peut s'attendre à ce que